

Les Nations Unies n'imposeront à Alger ni transparence ni sécurité

Le pouvoir algérien semble sur le point de réussir un grand coup diplomatique. «De l'espoir», répliqueront d'aucuns. Peut-être. Mais Alger risque néanmoins de prendre toute la communauté internationale à contre-pied.

Depuis l'éclatement de la guerre civile en janvier 1992, le gouvernement refuse toute commission d'enquête en invoquant le sacré argument de la souveraineté nationale. Le haut-commissaire aux droits de l'homme, Mary Robinson, insiste. L'Irlandaise demande encore le 6 janvier dernier des rapports sur la torture et les exécutions sommaires dans l'extrême française. Alger ne veut pas entendre. Un mois plus tard, une délégation de neuf parlementaires européens est tolérée. Mais les députés n'ont pas le droit de visiter les lieux de massacres et ne peuvent pas faire d'autres rencontres que celles prévues au programme. Et cet été, coup de théâtre! Le gouvernement algérien prend lui-même l'initiative d'inviter l'ONU à constituer une délégation pour recueillir des informations sur la situation en Algérie (voir ci-dessus). «Un accès libre et entier» à toutes les sources d'informations lui est garanti au cours de son séjour.

Fausse ingénuité

Cette démarche soulage probablement beaucoup de partenaires commerciaux de l'Algérie, comme la France et les Etats-Unis, notam-

ment. En fait, le pouvoir algérien ne s'expose pas vraiment. Depuis l'indépendance, il manie l'arme de l'opacité avec une dextérité redoutable. Les autorités dissimulent en recourant à une fausse ingénuité, parfaitement assumée.

Et celle-ci ne nuit en rien aux intérêts économiques du pays et de ses dirigeants. Même si les égards et les cocktails se multiplient, le Portugais Mario Soares, la Française Simone Veil et leurs camarades de voyage ne rapporteront sans doute aucune révélation sur les circonstances de l'hécatombe de la prison de Serkadji en février 1995, sur les déportations dans les camps du désert pratiquées de janvier 1992 à décembre 1993, au moins. A toutes les questions sur les disparitions, Kamel Rezzag Bara, le président de l'Observatoire national des droits de l'homme (un service de l'Etat, n.d.l.r.), continuera de répondre sans relâche: «Je ne peux rien vous dire, ces cas ne sont pas documentés».

L'argument de la souveraineté

Le propos est inquiétant, mais cela ne pousse pas pour autant les principaux partis d'opposition à revendiquer une intervention de la communauté internationale. «Une enquête permettrait enfin de savoir si notre pays est vraiment un Etat de droit. De savoir si notre gouvernement est coupable de

non-assistance à population en danger ou carrément complice des terroristes. Nous refusons cependant toute commission internationale», nous déclarait le 7 janvier Abderazak Makri, le chef du groupe parlementaire du parti islamiste Mouvement social de la paix (ex-Hamas).

Le Rassemblement pour la culture et la démocratie de Saïd Sadi adhère également à ce refus, manifesté quelques jours après le massacre le plus terrible que l'Algérie ait connu ces six dernières années: 400 personnes ont été abattues en dix heures, dans la nuit du 30 au 31 décembre 1997, à Relizane (voir nos éditions des 7 et 13 janvier). L'argument de la souveraineté nationale satisfait une large majorité dans les milieux politiques algériens. Guère plus de deux organisations militent pour une ouverture à des enquêteurs étrangers: la Ligue algérienne des droits de l'homme de Me Abdennour Ali Yahia et le Front des forces socialistes de Hocine Ali Ahmed.

Quoi qu'il en soit, dans les rues des grandes villes du nord, la plupart des Algériens s'enthousiasment fort peu à l'idée de voir des étrangers s'immiscer dans les affaires de leur pays. Même à Belcourt et à Bab el Oued, les parents d'islamistes disparus hésitent de plus en plus à demander l'enquête d'une quelconque commission internationale: «Ce serait peut-être pire, entend-on souvent sur le

seuil de la mosquée Kaboul. La transparence provoquerait des règlements de compte entre les différents clans du pouvoir et nous en serions une nouvelle fois les victimes.»

Qui tue qui?

Les ouvriers, les mères de famille, les étudiants, les paysans pratiquant la culture vivrière, les jeunes chômeurs, qualifiés ou non, pensent davantage à la recherche d'un emploi et à assurer le pain quotidien: la production industrielle a diminué de 50% en trois ans, plus d'un quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (500 dollars par an en Algérie), le pouvoir d'achat des salariés s'est réduit de moitié depuis 1994, 400 000 emplois ont été supprimés l'an dernier et près d'un tiers de la population se trouve au chômage.

Comme leur gouvernement, les citoyens algériens ne devraient guère aider la mission de l'ONU dans sa besogne. Ils savent bien que la réponse à la question «qui tue qui?» ne les protégera pas du prochain attentat. En plus, le véritable dépositaire du pouvoir, l'armée, leur a clairement fait comprendre qu'ils ne devaient compter que sur eux-mêmes. «L'Etat ne peut pas mettre un soldat devant chaque maison. Vous pouvez prendre des armes», a déclaré en décembre le général Kamel Abderahim, chef de la deuxième région militaire.

Philippe Rodrik □

Tribune 21.07.1998